



Non! Il n'y a pas de guerre des clans entre de prétendus héritiers du président Biya, désignés comme tels. Il y a juste un Secrétaire général de la présidence de la République boulimique, ivre de pouvoir et d'argent, brouillé avec trois quarts des ministres du gouvernement, qui se fabrique des ennemis et s'applique ensuite à la démolir politiquement, quitte pour cela à ruiner le programme d'action du président Paul Biya ou à paralyser l'action gouvernementale. Ce dernier bénéficie de la protection de la première dame Chantal dont il s'est attelé à embarquer dans les magouilles au point de bénéficier de son immunité. Ce qui fait de lui non plus le secrétaire de la présidence de la République, mais de la régente de Yaoundé.

1) DION NGUTE

Principale cible du tout puissant vice-Dieu : le Premier ministre Chef du Gouvernement, Chief Dr. Joseph Dion Ngute. Pour M. Vice Dieu, le Premier Ministre Camerounais est une entrave au rayonnement de son autorité. Si selon la constitution, le Premier Ministre « est le Chef du Gouvernement dont il dirige l'action », on ne compte plus les instructions données directement par Ferdinand Ngoh Ngoh aux membres du gouvernement, au mépris du rôle et de la fonction du Premier ministre. Et d'ailleurs, bien souvent, ces instructions du SGPR baptisé « le tout puissant d'Etoudi » prennent délibérément le contrepied des positions du Chef du Gouvernement, quand elles ne visent pas à supplanter le PMCG sur différents dossiers. « Y a-t-il un premier ministre au Cameroun ? » s'interroge régulièrement la presse Camerounaise, au

regard des nombreuses humiliations que le SGPR tente d'infliger au chef du gouvernement, y compris sur des dossiers importants engageant la survie de l'État.

Les efforts du Premier Ministre Dion Ngute pour nouer le dialogue avec les séparatistes anglophones ont systématiquement été torpillés par le « Tout-puissant d'Étoudi ». Ce dernier a d'ailleurs essayé en vain de savonner la planche à Dion Ngute pour faire échouer le Grand Dialogue National. En vain. Car, pour le coup, Dion Ngute qui faisait un compte rendu quotidien au Chef de l'État en présentiel a pu maintenir le processus sur les rails jusqu'à son terme. Mais plus récemment « le tout puissant » a pu semer la zizanie pour empêcher les processus de dialogue entre le gouvernement et les leaders séparatistes anglophones sous la houlette du gouvernement Canadien.

2- LIBOM LI LIKENG

Autre ennemi que le SGPR s'est choisi : le ministre des postes et télécommunications. Femme croyante et épouse de pasteur, elle a depuis longtemps choisi de s'en remettre à Dieu, condamnée qu'elle est à voir ses plans d'action et ses financements systématiquement bloqués par celui qui l'a choisie comme ennemie. Entre correspondance incendiaires et coups de fils enragés on dirait parfois que Ngoh Ngoh parle à Libom Li Likeng comme un parvenu réprimande une nièce orpheline. Ayant constaté que cette dernière ne coopère pas dans ses magouilles, il a depuis plusieurs années pris le contrôle du fonds spécial des télécommunications. Ce fonds dédié à la promotion des start-up de l'économie numérique est désormais géré, comble de l'hérésie, par l'homme fort de la présidence qui chaque année viderait cette cagnotte sans coup férir, et sans affecter le moindre centime à un projet de l'économie numérique.

3- MANAOUA, KOMBI MOUELLE, ABBA SADOU

Le calvaire de Minette Libom Li Likeng est semblable à celui de Manaouda Malachie ou encore du ministre des Sports Narcisse Mouelle Kombi.

A ces ministres qu'il réprimande comme de vulgaires garnements, le tout puissant rappelle le sort de Patrice Amba Salla, excellent ministre des Travaux Publics, que lui, en sa qualité de vice Dieu a réussi à faire sortir du gouvernement, juste pour prouver que c'est lui le patron. Un sort qu'a également connu Abba Sadou, ancien ministre des marchés publics qui, en s'opposant aux magouilles du tout puissant dans l'attribution des marchés de la CAN, a signé la fin de sa carrière ministérielle.

4- LOUIS PAUL MOTAZE

Le vœux actuel le plus cher de l'homme à la punk, est faire tomber un autre ennemi qu'il s'est récemment choisi : Louis Paul Motaze, le ministre des Finances. Depuis la découverte des agissements suspects de la Task Force dirigée par Ngoh Ngoh dans la gestion financières des fonds de la CAN et du Covid 19, il a développé une animosité d'une rare virulence contre le ministre des Finances. Ces deux dernières années, il a balancé pas moins de sept contrôles et enquêtes contre le ministre Motaze, à grand renfort de publicité mensongère de journaux à sa solde, y compris un titre spécialisé dans les affaires judiciaires. Si ces enquêtes contre le Minfi

n'ont rien produit de nature à satisfaire la haine du tout puissant contre le ministre des Finances , le SGPR ne désespère pas, car il est aidé et soutenu dans sa démarche par des ministres qui lui sont dévoués corps et âmes, à savoir la ministre chargée du contrôle supérieur de l'État Rose Mbah Acha et Galax Etoga le Secrétaire d'État à la Défense chargé de la Gendarmerie.

5 - EKO EKO

Maxime Eko Eko, le Directeur général de la recherche extérieure actuellement en détention préventive est assurément la principale victime du tout puissant d'Etoudi. Car si ce dernier était parvenu à paralyser en partie les services de renseignement en bloquant les financements autorisés par le chef de l'État en faveur de la DGRE, il a surtout réussi le coup parfait en faisant emprisonner sans coup férir Eko Eko, profitant de la vague d'émotions suscitée par l'horrible assassinat du journaliste Martinez Zogo.

Ce même attelage de journaux à gage et de ministres « chargés de missions contre leurs collègues » a été mobilisé contre le Ministre d'État Laurent Easo, un autre ennemi désigné. Lui par contre sait se défendre, et on n'a probablement par fini de parler de ces affaires déclenchés par l'homme fort. La partie est loin d'être jouée.

6 - TALBA MALA

Très sûr de lui, l'homme à la punk s'est également attaqué à Ibrahim Talba Malla, ministre des Marchés Publics et tout puissant secrétaire à l'organisation du RDPC. Comme d'habitude, l'acrimonie du SG est mue par son insatiable appétit financier. Il voulait ainsi fouler aux pieds les prérogatives du Minmap dans l'attribution des marchés publics. Il exigeait du ministre Talba Malla, de requérir son accord pour l'attribution de certains marché importants. Une façon de lui signifier que désormais, il reviendra à l'homme à la PUNK, alias « le tout puissant d'Etoudi » d'attribuer les marchés publics de gros montants aux entreprises de son choix.

7- ALAMINE OUSMANE MEY

Suivant la même logique, il a demandé au ministre de l'Économie Alamine Ousmane Mey d'en référer à la présidence pour tout décaissement d'un montant supérieur à 100 millions de francs CFA. Une instruction similaire a été faite au ministre des Finances, provoquant l'hilarité générale dans les directions du ministère des Finances.

Aujourd'hui, même la presse fait les frais de cette boulimie du tout puissant l'homme fort. Au ministère de l'Économie, une des premières conséquences de cette mesures a été le blocage de la publication du journal des projets. Habituellement, dès les premiers jours du mois de janvier, le ministère de l'Économie publiait dans des dizaines des journaux la liste complète des projets à réaliser dans le cadre du budget d'investissement public (BIP). Ceci permettait à la population et aux élus locaux de mieux s'approprier et contrôler la réalisation de ces projets. Le coût de cette publication de milliers des pages dans les journaux étant de plus de 250 millions de francs CFA, le dossier a été transmis à la présidence depuis fin décembre. Rendu à mi-parcours budgétaire de l'exercice 2023, le tout puissant d'Etoudi n'a toujours pas donné son accord pour la publication du journal des projets. Un drame pour de nombreux journaux qui,

chaque année, misent sur cette cagnotte pour se refaire une santé financière.

8- SUR HAUTES INSTRUCTIONS

Il suffit qu'il y ait une cagnotte à gérer quelques part pour qu'aussitôt une Task Force sorte du chapeau à la présidence pour désigner les attributaires des marchés et déclencher les paiements au mépris des règles d'attribution des marchés publics et des fondement de la gestion budgétaire? C'est ainsi que dans le cadre des marchés du Covid 19 et de la construction des stades de la CAN, c'est curieusement le SGPR qui désignait les bénéficiaires des marchés, sélectionnés selon des critères opaques dénoncés dans plusieurs rapport de la chambre des comptes. Mieux, l'opinion médusée a découvert que ce n'est pas le ministre des Sport qui autorisait le paiement des entreprises chargés de construire les stades mais plutôt le SGPR. Raison pour laquelle une société comme Magil a pu bénéficier de nombreux décaissements sur ordre de l'homme fort, alors que le chantier du stade est toujours abandonné.

Quel peut bien être l'intérêt du SGPR à vouloir s'octroyer des prérogatives dévolues au Premier Ministre, au Ministre des marchés publics, à ceux des postes et télécommunications, des Finances, de l'Économie, des sports et autre, alors même qu'il croule (on le subodore) sous une charge de travail importante au service quotidien du chef de l'État ? Un indice tout de même : l'ensemble des querelles provoquées avec les membres du gouvernement portent sur des marchés publics ou sur l'argent.

Chose absolument incompréhensible, c'est voir comment des Ministres nommés par décret, dont les prérogatives sont fixés par décret du Président de la République se comportent en victimes résignées et se laissent dépouiller de leurs pouvoirs par de simples correspondances, de pures relations épistolaires de NGOH NGOH qui n'ont pas vocation à créer une quelconque obligation.

Ils se laissent marcher dessus par NGOH NGOH comme si la seule formule sur TRÈS HAUTES INSTRUCTIONS DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE prévaut sur LE DÉCRET DU MÊME PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE qui organise le gouvernement et fixe leurs attributions respectives.

Ils viendra certainement un temps où les ministres couards devront répondre de cette complicité passive dans les actes délictueux de NGOH NGOH qui pillent le pays au vu de tous. Tout comme la première dame qui persiste à maintenir son soutien à un individu dont les actes portent atteinte à l'image et l'héritage de son mari.

Boris Bertolt